

Agadir / Bidonvilles : Des manifs chaque

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 03-03-2011 01:06:13

DEPUIS LE 20 FÉVRIER, LES MOUVEMENTS DE PROTESTATION SE MULTIPLIENT MÊME LES PERSONNES RELOGÉES S'Y METTENT

Déclarée «Ville sans bidonvilles» en décembre 2009, Agadir n'a pas encore achevé ce chantier. Ces derniers mois, les manifestations se multiplient devant la wilaya ou la commune

Épineux et interminable ce dossier de relogement des bidonvillois! Et Agadir qui a été déclaré «Ville sans bidonvilles» en décembre 2009, n'a pas encore, comme d'autres villes du Royaume, achevé ce chantier. Ces derniers mois, les bidonvillois manifestent souvent devant le siège de la commune ou encore devant celui de la wilaya. Les mouvements de protestation semblent se multiplier depuis le 20 février. Tous les jours, les familles organisent un sit-in devant la wilaya. Vraie colère ou manipulation? «Nous sommes venus manifester pour sensibiliser l'autorité locale car les élus nous ont lâché. Ils ne répondent pas à nos doléances et ne veulent même pas nous écouter», déplore un manifestant. Pourtant, les responsables de la wilaya affirment «faire le maximum pour faire avancer le dossier». D'ailleurs, de nouveaux ménages ont été ajoutés à la liste. De 12.287 bénéficiaires initialement prévus, le nombre des concernés a atteint aujourd'hui 16.500 environ. Depuis 2008, ce chiffre ne cesse de grossir. Au cours de cette période, un avenant additif au contrat initial a été signé avec la ville d'Agadir pour le recasement de ménages supplémentaires. Ce qui a porté à fin 2009 le nombre des ménages concernés par le programme de recasement à 15.600. Actuellement, ils sont 1.000 de plus. Et pour les institutionnels, les listes sont définitivement bouclées. Selon une source bien informée, la distribution des lots aux bénéficiaires devrait être achevée en mars prochain. Pour ce qui est de la distribution des logements, l'opération devrait être terminée cette année. Jusqu'à présent, ce sont 13.700 ménages qui ont été recasés, selon un responsable du dossier à la société Al Omrane Agadir. De son avis, le retard du programme de recasement est dû à des complications juridiques liées au phénomène des familles multiples. De plus, les lots sont équipés et plus de 556 logements sont achevés mais les bénéficiaires ne se présentent pas pour régler leur dossier, poursuit-il.

Les concernés disent n'avoir pas «de moyens pour construire leurs logements». Aussi réclament-ils aujourd'hui un accompagnement social. Une démarche incontournable pour éviter que l'histoire ne se répète à travers la prolifération de nouveaux bidonvilles cette fois en périphérie. Surtout que certains attributaires ont préféré spéculer sur leurs lots. Selon une source bien informée, certains lots de recasement dans des quartiers tels que Lagouira ont atteint des prix de 600.000 DH alors qu'ils ont été attribués à 20.000 DH.

Outre ce phénomène, ce programme est marqué par d'autres faits curieux. Une source proche du dossier raconte à ce sujet que lors de la réouverture des listes pour endiguer le phénomène des familles multiples des demandes des plus surprenantes ont été émises. «Comme celle de ce père qui a demandé que sa fille de 12 ans soit aussi parmi les bénéficiaires, ou encore ce couple qui a divorcé pour bénéficier de deux logements». A ce rythme, ce dossier risque de traîner en longueur.

Mais il faudra tôt ou tard y mettre un terme.

L'Économiste